

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 2026

[C - 2000/27357]

**18 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994
portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA REGION WALLONNE

I. PRESENTATION GENERALE

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre au Gouvernement procède à la réfection des articles 26 à 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région, annulés par le Conseil d'Etat en un arrêt n° 83.583 du 1^{er} juillet 1999.

L'annulation est intervenue pour les motifs « qu'une bonne gestion des services publics requiert que certaines fonctions spécialisées soient réservées à des agents possédant des connaissances et aptitudes attestées par la possession d'un diplôme déterminé; que, sur ce point, la démonstration de la partie adverse ne souffre pas la discussion; que, toutefois, elle concède que des agents titulaires d'un des diplômes visés à l'article 26 de l'arrêté attaqué exercent, fût-ce de manière exceptionnelle, des fonctions accessibles à tous les agents du niveau 1 et bénéficient néanmoins, pour le seul motif qu'ils sont titulaires d'un diplôme déterminé, d'une échelle de traitement préférentielle; que les requérants affirment, sans être contredits, que des fonctions spécialisées sont réservées aux docteurs et licenciés en droit, sans qu'ils bénéficient, pour l'exercice de ces fonctions, d'une valorisation pécuniaire, que la partie adverse reste en défaut d'expliquer et de justifier, au regard de l'article 10 de la Constitution, cette différence de traitement et le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelles raisons objectives la rendrait admissible; que, toutefois, des difficultés de recrutement à certaines fonctions spécialisées justifient à suffisance que des rémunérations attrayantes, et donc dérogoires au régime commun, y soient attachées; qu'il est notoire que, jadis, la difficulté de recruter des ingénieurs au sein des services publics a conduit à leur attribuer des rémunérations préférentielles par rapport aux titulaires d'autres diplômes universitaires, sans pour autant méconnaître le principe d'égalité; que la partie adverse n'établit nullement que cette difficulté serait persistante; qu'une différence de traitement, autrefois justifiée par les circonstances, ne reste admissible qu'à circonstances inchangées (voir Cour d'arbitrage, arrêts n° 5/98 du 21 janvier 1998 et 53/98 du 20 mai 1998); qu'en l'espèce, la partie adverse n'a pas apporté le moindre commencement de preuve de ce que l'état actuel du marché de l'emploi ne permettrait toujours pas de recruter au sein des services publics les titulaires de certains diplômes à défaut de leur accorder des rémunérations préférentielles, que si tel est peut-être le cas, de simples affirmations non étayées par des éléments concrets ne peuvent suffire pour établir de manière convaincante l'absence de discrimination ».

1. Motif de la réfection des articles 26 à 29 de l'arrêté du 17 novembre 1994

La liste des diplômes spécialisés pris en compte pour l'octroi des échelles spéciales doit être fondée sur des raisons objectives, de telle sorte que les différences de traitement ainsi créées ne constituent pas une violation de l'article 10 de la Constitution.

Si les raisons qui justifient l'existence d'échelles spéciales en rapport avec la possession des dix diplômes énumérées par l'article 26 annulé n'ont effectivement jamais été explicitées, cela ne signifie nullement qu'elles n'existaient pas. J'ai donc recueilli des informations sur les différents diplômes exigés des personnes entrant dans la fonction publique régionale, sur les mérites objectifs dont témoigne la possession des diplômes et sur les difficultés éventuelles que provoque — par manque d'attractivité — l'octroi des échelles normales dans le recrutement de personnes détentrices de certains diplômes.

Cette collecte d'informations est particulièrement difficile en raison de l'absence, à quelque niveau de pouvoir que ce soit, de statistiques précises et significatives permettant d'isoler chaque sous-marché de l'emploi correspondant à chaque diplôme.

Les dernières statistiques du FOREM faisaient état d'une baisse sensible entre 1997 et 1998 du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés d'ingénieurs civils (- 22 %), de spécialistes des sciences physiques et chimiques (- 7,5 %) et d'informaticiens (- 7 %).

En outre, une étude de FABRIMETAL, publiée en août 1998, attirait déjà l'attention des pouvoirs publics sur le fait qu'un tiers des offres d'emploi pour ingénieurs étaient insatisfaites, ce qui représentait en juin 1998, pour la Wallonie, un chiffre de 1290 unités. Cet état de pénurie doit également être combiné au nombre de diplômés ingénieurs civils qui baisse (1991-92 : 1423 étudiants inscrits; 1997-98 : 982 étudiants inscrits).

La situation n'est pas meilleure pour ce qui concerne les études scientifiques en général. Les statistiques fournies par le Conseil des Recteurs (C.R.E.F.) sur le nombre d'inscriptions et le nombre de diplômes décernés par les universités belges font apparaître une baisse constante du nombre d'inscriptions depuis le début des années 90, à la différence des études en sciences humaines et sociales. C'est ainsi qu'alors que le nombre de diplômés en droit, par exemple, est resté constant à un niveau de +/- 11 % du total des diplômés universitaires, le nombre de diplômés en sciences est passé de 11 % de ce total (année académique 1989-1990) à 9,5 % (année académique 1996-1997), en sciences médicales et dentaires de 13,5 % à 11,5 %, en pharmacie de 3,5 % à un peu moins de 3 % et en sciences vétérinaires de 2 % à moins de 1,5 %.

Il est donc permis d'en conclure ainsi que le constatait le Conseil central de l'Economie dans un rapport du mois de septembre 1999 sur les marges maximales disponibles pour l'évolution du coût salarial que « la forte croissance de l'emploi en 1997, 1998 et 1999 a provoqué, en dépit du nombre encore élevé de chômeurs et de demandeurs d'emplois actifs, des goulots d'étranglement et des tensions croissantes dans certains segments du marché du travail ».

Les dernières données macroéconomiques pour l'année 2000 font apparaître une croissance économique soutenue, essentiellement dans les secteurs faisant partie de ce qu'il est convenu d'appeler « la nouvelle économie » qui se caractérisent notamment par l'occupation d'une main d'œuvre de haut niveau et très spécialisée. Par conséquent, les goulots d'étranglement dans les segments du marché de l'emploi des ingénieurs, informaticiens et scientifiques en général risquent de s'aggraver.

Même s'il est malaisé, comme il a été signalé plus avant, de fournir des données chiffrées précises pour chaque diplôme repris à l'article 26 du statut pécuniaire, il reste difficilement contestable que les services du Gouvernement wallon et les organismes d'intérêt public qui en dépendent ne peuvent exercer pleinement toutes leurs missions sans recourir à du personnel spécialisé. Ce dernier étant très recherché sur le marché de l'emploi, sa valeur par le jeu de la loi de l'offre et de la demande augmente. L'octroi d'échelles spéciales est donc indispensable.

2. Rétroactivité de la réfection des articles 26 à 29 de l'arrêté du 17 novembre 1999

Le projet d'arrêté du Gouvernement wallon prévoit une rétroactivité au 1^{er} juillet 1999. Cette rétroactivité se justifie d'une part par le fait qu'il n'est nullement porté atteinte aux droits des requérants et, d'autre part, pour maintenir le bon fonctionnement du service public. Cette date est celle fixée dans l'arrêt n° 82.185 du 3 septembre 1999.

a) L'absence d'atteinte aux droits des requérants

Les requérants ne pourraient en effet revendiquer que leur soit accordée une échelle de traitement correspondant à celle accordée aux fonctionnaires visés à l'article 26 de l'arrêté du 17 novembre 1994 dans la mesure où il n'y a pas d'égalité dans l'illégalité (Conseil d'Etat, arrêt SCHOUTEET n° 29.514, du 8 mars 1988). Cette démarche vaut pour la période écoulée depuis le 1^{er} juillet 1999 mais aussi pour celle entre le 1^{er} décembre 1994 (date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 17 novembre 1994) et le 30 juin 1999 (date où il cesse d'exister suite aux arrêts du Conseil d'Etat n° 81.583 du 1^{er} juillet 1999 et n° 82.185 du 3 septembre 1999).

Par ailleurs, il faut considérer que les requérants ne pourront, à la suite de l'arrêt du 1^{er} juillet 1999, réclamer le bénéfice d'une lacune législative résultant d'un arrêt du Conseil d'Etat ainsi qu'il ressort de l'arrêt n° 31/96 de la Cour d'arbitrage du 15 mai 1996. Dans cette espèce, la Cour avait à répondre à la question de savoir si l'article 14, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat violait les articles 10 et 11 de la Constitution en raison de l'inexistence d'un recours en annulation contre les décisions administratives émanant d'une assemblée législative ou de ses organes tandis que pareil recours pouvait être introduit contre une décision administrative émanant d'une autorité administrative. La Cour d'arbitrage a estimé que cette discrimination « ne trouve pas son origine dans l'article 14, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat » et la Cour d'ajouter qu'« il ne peut être remédié à cette situation que par une intervention du législateur, lors de laquelle il puisse envisager, par égard à l'indépendance qui doit être assurée aux assemblées législatives, de prévoir des garanties spécifiques auxquelles il n'a pas dû veiller lors de l'élaboration des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ». Or, en l'espèce, seule une disposition réglementaire permettrait de créer dans le chef des requérants un droit au paiement d'une échelle de traitement telle que visée aux articles 26 à 29 de l'arrêté du 17 novembre 1994.

Par conséquent, il est permis d'en déduire que les requérants ne souffrent d'aucune atteinte à leur situation juridique, fût-ce pour l'avenir.

b) Maintien du bon fonctionnement du service public

L'arrêt du Conseil d'Etat n° 81.583 du 1^{er} juillet 1999 a eu pour effet que l'on se trouve dans la situation où il faut considérer que les fonctionnaires visés à l'article 26 de l'arrêté du 17 novembre 1994 ne jouissent plus des échelles de traitement spéciales inscrites aux articles 27 à 29 de l'arrêté et ce sans que puissent revivre les dispositions qui prévalaient antérieurement à l'adoption de ces dispositions, dès lors que l'article 31 dudit arrêté (qui abroge les dispositions antérieurement applicables en matière de statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région) n'a pas été déferé à la censure du Conseil d'Etat.

Dans la mesure où les articles 27 à 29 conféraient aux agents visés à l'article 26 une échelle spéciale de traitement, il faut considérer que l'annulation de ces dispositions dérogoratoires au droit commun a pour conséquence que ces agents bénéficient actuellement de l'échelle de traitement de droit commun à laquelle se rapportent les grades dont ils sont titulaires (sauf les membres du personnel transférés de l'Etat fédéral qui, en vertu de l'article 88 de la loi spéciale du 8 août 1980 « conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert »).

Par conséquent, l'autorité administrative aurait pu, avec l'accord des agents concernés ou par la voie judiciaire, récupérer les sommes indûment perçues depuis le 1^{er} juillet 1999.

Le Gouvernement entend toutefois y renoncer, d'une part parce que cette absence d'action ne portait nullement atteinte aux droits des requérants et, d'autre part, parce que cette action était de nature à réviser la situation pécuniaire de nombreux agents des Services du Gouvernement wallon (529 agents statutaires et contractuels) et des organismes d'intérêt public soumis au statut (exemples : les deux centres hospitaliers et l'Institut scientifique de service public), ce qui n'aurait pas manqué de provoquer une désorganisation de nombreux services nuisant ainsi au bon fonctionnement et à la continuité du service public.

Comme il a été démontré plus avant dans ce rapport, de nombreuses fonctions scientifiques et techniques au sein des services wallons ne peuvent être exercées que par des agents disposant de diplômes particuliers.

L'offre et la demande dans certains segments du marché de l'emploi sont telles que les services publics se doivent d'offrir des barèmes particuliers pour attirer la main d'œuvre dont ils ont besoin.

Une réduction importante des traitements de ces agents serait de nature à provoquer une démotivation dans leur chef avec toutes les conséquences que cela pourrait engendrer au sein du personnel concerné (absentéisme, congé pour mission, démission, etc.) et, par ce fait, au sein des nombreux services occupant ce type de personnel (impossibilité de remplir les missions assignées, dysfonctionnements, etc.).

Le Gouvernement s'est engagé à atteindre des objectifs ambitieux, tels que rehausser le produit intérieur brut, relever le taux d'emploi, intensifier les exportations, améliorer le cadre de vie et relever les niveaux de formation. Il ne peut réussir sans la mobilisation de chacun, donc y compris de ses Services et des organismes qui en dépendent. Le Gouvernement ne peut par conséquent se permettre de prendre le risque de provoquer une désorganisation de ceux-ci, sous peine de compromettre, dès à présent, la réalisation des objectifs précités.

L'analyse des mérites objectifs dont témoignent les diplômes exigés des fonctionnaires et l'inclusion dans le projet de réforme globale du statut des propositions que les conclusions de cette analyse suggéreront sera poursuivie.

II. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

Article 1^{er}. Cet article reprend de manière identique les dispositions qui figuraient dans les articles 26 à 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région.

Art. 2. Pour les raisons évoquées plus avant dans le rapport, cet article consacre le caractère rétroactif à la date du 1^{er} juillet 1999 des dispositions figurant à l'article 1^{er}.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique de la Région wallonne, le 8 juin 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon "modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région", a donné le 5 juillet 2000 l'avis suivant :

Observation générale

L'arrêté en projet procède à la réfection des articles 26 à 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région qui ont été annulés par un arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat, le 1^{er} juillet 1999 (1), pour violation du principe d'égalité. Ces dispositions accordaient des échelles barémiques préférentielles aux agents de la Région wallonne, titulaires de certains diplômes, en excluant, notamment, les porteurs d'un diplôme de licencié ou de docteur en droit.

La section d'administration du Conseil d'Etat a jugé qu'en l'espèce la Région wallonne "n'a pas apporté le moindre commencement de preuve de ce que l'état actuel du marché de l'emploi ne permettrait toujours pas de recruter au sein des services publics les titulaires de certains diplômes à défaut de leur accorder des rémunérations préférentielles; que si tel est peut-être le cas, de simples affirmations non étayées par des éléments concrets ne peuvent suffire pour établir de manière convaincante l'absence de discrimination.". L'arrêté en projet reproduit intégralement les dispositions annulées et, cette fois, il est accompagné d'un rapport au Gouvernement expliquant les raisons de cette réfection.

Le rapport au Gouvernement met ainsi en évidence les raisons objectives qui, selon le Gouvernement wallon, pourraient justifier que des échelles de traitement préférentielles soient accordées aux porteurs de certains diplômes. La section de législation du Conseil d'Etat constate cependant qu'un recours en tierce opposition dirigé contre l'arrêt n° 81.583, qui a annulé les articles 26 à 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994., précité, est encore actuellement pendant devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Ce recours a été introduit par la Fédération royale d'associations belges d'ingénieurs civils et d'ingénieurs agronomes, l'Association des ingénieurs du Ministère de la Région wallonne et quelques ingénieurs agissant à titre individuel.

La tierce opposition a pour objet de démontrer que les articles 26 à 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité, ne violent pas le principe de l'égalité. La tierce opposition pouvant conduire à la mise à néant (2) de l'arrêt n° 81.583, précité et, par voie de conséquence, à la mise à néant de l'annulation des articles 26 à 29 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994, précité, la section de législation ne peut se prononcer sur les dispositions en projet.

Il est d'usage que la section de législation s'abstienne de formuler, sur un texte en projet, des observations de fond qui sont susceptibles d'influencer l'issue d'une procédure contentieuse en cours, ce qui, en l'espèce, pourrait être le cas.

En effet, la question qui devra être tranchée par la section d'administration du Conseil d'Etat, si le recours en tierce opposition est déclaré recevable, est la même que celle que la section de législation doit aborder dans le cadre de son contrôle préventif à savoir la compatibilité des échelles de traitement préférentielles avec les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination.

En conséquence, la section de législation s'abstient de donner un avis sur les dispositions en projet.

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, premier président;

Y. Kreins, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

F. Delperee, J. Kirkpatrick, assesseurs de la section de législation;

Mme J. Gielissen, greffer assumé.

Le rapport a été présenté par Mme P. Vandernacht, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. Rongvaux, référendaire adjoint.

Le greffier,

J. Gielissen.

Le premier président,

J.-J. Stryckmans.

Pour expédition délivrée au Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique de la Région wallonne.

Le 6 juillet 2000.

Le Greffer en chef du Conseil d'Etat,
D. LANGBEEN

Notes

(1) Arrêt n° 81.583, modifié par l'arrêt n° 82.185 du 3 septembre 1999.

(2) M. Leroy, « Contentieux administratif », Bruxelles, Bruylant, 1996, pp. 766-768.

**18 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994
portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêt n° 81583 du 1^{er} juillet 1999 du Conseil d'Etat;

Vu l'arrêt n° 82185 du 3 septembre 1999 du Conseil d'Etat;

Vu le rapport au Gouvernement présenté par le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 avril 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 avril 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 24 mars 2000;

Vu le protocole n° 312 du 2 juin 2000 du Comité de secteur n° XVI;

Vu la délibération du Gouvernement le 13 avril 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 juillet 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique:

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région, un chapitre III, comprenant les articles 26 à 29 et rédigé comme suit :

« Chapitre III. — Dispositions particulières à l'égard de fonctionnaires de la Région titulaires de grades correspondant à certaines qualifications.

Art. 26. Le présent chapitre s'applique aux fonctionnaires de la Région et aux stagiaires, candidats fonctionnaires de la Région, au recrutement desquels a été exigé un diplôme d'ingénieur civil, d'ingénieur agronome, d'ingénieur chimiste et des industries agricoles, d'ingénieur géologue, de licencié en informatique, de licencié en pharmacie, de docteur en sciences, de docteur en sciences chimiques, de docteur en médecine vétérinaire ou de docteur en médecine, chirurgie ou accouchement.

Art. 27. Les fonctionnaires qui sont nommés par conversion de grade au grade d'attaché ainsi que les stagiaires qui sont recrutés au grade d'attaché bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A6.

Art. 28. Les fonctionnaires qui sont nommés par conversion de grade au grade de premier attaché bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A5.

Les fonctionnaires titulaires du grade d'attaché correspondant à une qualification visée à l'article 26 bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A5 dès qu'ils sont promus par avancement de grade au grade de premier attaché.

Art. 29. Les fonctionnaires qui sont nommés par conversion de grade au grade de directeur bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A4.

Les fonctionnaires titulaires du grade de premier attaché correspondant à une qualification visée à l'article 26 bénéficient de l'échelle spéciale attachée au grade du rang A4 dès qu'ils sont promus par avancement de grade au grade de directeur. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1999.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 2026

[C - 2000/27357]

18. JULI 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region

BERICHT AN DIE REGIERUNG DER WALLONISCHEN REGION

I. ALLGEMEINE DARSTELLUNG

Durch den im Entwurf befindlichen Erlass, den ich der Regierung vorlegen möchte, wird eine Erneuerung der Artikel 26 bis 29 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region vorgenommen. Diese Artikel sind durch ein Urteil des Staatsrates Nr. 83.583 vom 1. Juli 1999 für nichtig erklärt worden.

Die Nichtigkeitserklärung erfolgte aus den Gründen, 'dass eine gute Führung der öffentlichen Dienste erfordert, dass gewisse Fachämter Bediensteten mit Kenntnissen und Befähigungen, die durch den Besitz eines bestimmten Diploms bestätigt werden, vorbehalten werden; dass die Erklärung der Gegenpartei diesbezüglich unbestreitbar ist; dass sie jedoch zugesteht, dass Bedienstete, die ein der in Artikel 26 des angefochtenen Erlasses erwähnten Diplome innehaben, auch Ämter, die für alle Bediensteten der Stufe 1 zugänglich sind, bei es nur ausnahmsweise ausüben und aus dem einzigen Grund, dass sie ein bestimmtes Diplom besitzen, jedoch Anspruch auf eine bevorzugte Gehaltstabelle haben; dass die Antragsteller widerspruchslos behaupten, dass den Doktoren und Lizenziaten der Rechte bestimmte Fachämter vorbehalten werden, ohne dass sie für die Ausübung dieser Ämter Anspruch auf eine Besoldungsaufwertung haben; dass die Gegenpartei im Hinblick auf Artikel 10 der Verfassung diesen Lohnunterschied weder erklärt noch rechtfertigt und dass der Staatsrat nicht einseht, welche objektiven Gründe diesen Unterschied annehmbar machen könnten; dass für gewisse Fachämter Anwerbungsschwierigkeiten bestehen, die genügend rechtfertigen, dass sie mit einer attraktiven, und somit von der gemeinen Regelung abweichenden Entlohnung verbunden werden; dass es unangemessen ist, ihnen im Verhältnis zu den Inhabern anderer Universitätsdiplome eine bevorzugte Entlohnung zu gewähren, ohne jedoch dem Gleichheitsgrundsatz zu widersprechen; dass die Gegenpartei keinesfalls nachweist, dass es sich hier um eine anhaltende Schwierigkeit handelt; dass ein früher durch die Umstände rechtfertigter Lohnunterschied nur bei unveränderten Umständen annehmbar bleibt (siehe Schiedshof, Urteile Nr. 5/98 vom 21. Januar 1998 und Nr. 53/98 vom 20. Mai 1998); dass die Gegenpartei diesbezüglich 'nicht den geringsten erkennbaren Beweis erbracht hat, dass die aktuelle Lage des Beschäftigungsmarktes es noch immer nicht ermöglichen würde, Inhaber bestimmter Diplome für öffentliche Dienststellen anzuwerben ohne ihnen eine bevorzugte Entlohnung zu gewähren; dass, wenn dies auch der Fall ist, schlichte Behauptungen, die nicht auf konkreten Gegebenheiten beruhen, nicht zureichend sein können, um das Fehlen jeglicher Diskriminierung auf überzeugende Weise nachzuweisen».

1. Grund der Erneuerung der Artikel 26 bis 29 des Erlasses vom 17. November 1994

Die Liste der für die Gewährung der Sondergehaltstabellen berücksichtigten Fachdiplome soll auf objektiven Gründen beruhen, so dass die so geschaffenen Lohnunterschiede keinen Verstoß gegen Artikel 10 der Verfassung bilden.

Wenn die Gründe, die das Bestehen von Sondergehaltstabellen im Zusammenhang mit dem Besitz der zehnten im für nichtig erklärten Artikel 26 aufgeführten Diplome rechtfertigen, in der Tat nie erläutert worden sind, bedeutet dies noch lange nicht, dass sie nicht bestanden. Deshalb habe ich Auskünfte gesammelt über die verschiedenen Diplome, die von den in den regionalen öffentlichen Dienst eintretenden Personen verlangt werden, über die objektiven Verdienste, wovon der Besitz der Diplome zeugt, sowie über die eventuellen Schwierigkeiten, zu denen die Gewährung der normalen Gehaltstabellen bei der Anwerbung von Personen, die gewisse Diplome innehaben, Bwegen mangelnder Anziehungskraft- führt.

Diese Sammlung von Auskünften ist besonders schwierig, weil es auf welcher Machtebene es auch sei- keine genaue und schlagkräftige Statistik gibt, anhand deren jeder Beschäftigungsbereich für jedes getrennte Diplom separat untersucht werden kann.

Die letzte Statistik des «FOREM» führt eine deutliche Senkung der Anzahl unbeschäftigter Arbeitsuchender mit einem Diplom als Zivilingenieur (- 22 %), als Fachmann im Bereich der Physik und Chemie (- 7,5 %) und als Informatiker (- 7 %) an.

Eine im August 1998 veröffentlichte Studie von «FABRIMETAL» lenkte schon die Aufmerksamkeit der Behörden darauf, dass ein Drittel der offenen Stellen für Ingenieure unbesetzt blieben, was im Juni 1998 für die Wallonie einer Anzahl von 1290 Einheiten entsprach. Dieser Mangel soll ebenfalls mit der senkenden Anzahl diplomierter Zivilingenieure (1991-92 : 1423 eingeschriebene Studenten; 1997-98 : 982 eingeschriebene Studenten) in Zusammenhang gebracht werden.

Die Lage ist nicht besser, was die wissenschaftlichen Studien im Allgemeinen betrifft. Die vom Rat der Rektoren (C.R.E.F.) erteilten Angaben über die Anzahl der Einschreibungen und über die von den belgischen Universitäten angegebene Anzahl verliehener Diplome zeigen im Unterschied zu den Studien in Human- und Sozialwissenschaften eine dauernde Verminderung der Anzahl Einschreibungen seit dem Anfang der neunziger Jahre. So ist zum Beispiel die Anzahl Inhaber von Jura-Diplomen ständig auf einem Prozentsatz von ca. 11 % der gesamten Universitätsdiplomen geblieben, während die Anzahl Inhaber von Diplomen in Wissenschaften von 11 % dieser gesamten Anzahl (Studienjahr 1989-1990) auf 9,5 % (Studienjahr 1996-1997), in der Medizin und Zahnheilkunde von 13,5 % auf 11,5 %,

in Pharmazie von 3,5 % auf etwas weniger als 3 % und in der Veterinärmedizin von 2 % auf weniger als 1,5 % gesunken ist.

Deswegen ist daraus die Schlussfolgerung zu ziehen - wie es der Zentralrat der Wirtschaft in einem Bericht vom September 1999 über die höchstverfügbaren Spannen für die Lohnkostenentwicklung feststellte dass «das starke Beschäftigungswachstum in den Jahren 1997, 1998 und 1999 trotz der noch hohen Anzahl von Arbeitslosen und aktiven Arbeitsuchenden zu Engpässen und wachsenden Spannungen in gewissen Bereichen des Beschäftigungsmarktes geführt hat».

Die letzten makroökonomischen Daten geben für 2000 ein anhaltendes Wirtschaftswachstum an, vor allem in den Sektoren, die zu der sogenannten 'neuen Wirtschaft' gehören und die insbesondere durch die Beschäftigung von hochqualitativen und sehr spezialisierten Arbeitskräften gekennzeichnet sind. Infolgedessen drohen die Engpässe in den Bereichen des Beschäftigungsmarktes, die die Ingenieure, Informatiker und Wissenschaftler im Allgemeinen betreffen, ernster zu werden.

Selbst wenn es -wie oben erwähnt- schwierig ist, genaue Zahlenangaben für jedes in Artikel 26 des Besoldungsstatuts aufgeführte Diplom anzugeben, ist es schwer bestreitbar, dass die Dienststellen der Wallonischen Regierung und der ihr unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses ihre gesamten Aufgaben nicht völlig wahrnehmen können, ohne auf Fachpersonal zurückzugreifen. Da dieses Personal auf dem Beschäftigungsmarkt sehr gefragt ist, wird sein Wert durch das Spiel von Angebot und Nachfrage gesteigert. Die Gewährung von Sondergehaltstabellen ist deshalb unbedingt notwendig.

2. Rückwirkung der Erneuerung der Artikel 26 bis 29 des Erlasses vom 17. November 1994

Der im Entwurf befindliche Erlass der Wallonischen Regierung sieht eine Rückwirkung ab dem 1. Juli 1999 vor. Diese Rückwirkung rechtfertigt sich einerseits durch die Tatsache, dass die Rechte der Antragsteller gar nicht beeinträchtigt werden und andererseits dadurch, dass die reibungslose Arbeitsweise des öffentlichen Dienstes aufrechterhalten werden soll. Dieses Datum ist dasjenige, das im Urteil Nr. 82.185 vom 3. September 1999 festgelegt ist.

a) Nichtbeeinträchtigung der Rechte der Antragsteller

Die Antragsteller könnten in der Tat nicht verlangen, dass ihnen eine Gehaltstabelle gewährt wird, die derjenigen, die den in Artikel 26 des Erlasses vom 17. November 1994 erwähnten Beamten gewährt wird, entspricht, da es keine Gleichheit in der Illegalität gibt. (Staatsrat, Urteil SCHOUTEET Nr. 29.514 vom 8. März 1988). Dieser Schritt gilt für den seit dem 1. Juli 1999 vergangenen Zeitraum, aber auch für den Zeitraum zwischen dem 1. Dezember 1994 (Datum des Inkrafttretens des Erlasses vom 17. November 1994) und dem 30. Juni 1999 (Datum, an dem der Erlass infolge der Urteile des Staatsrats Nr. 81.583 vom 1. Juli 1999 und Nr. 82.185 vom 3. September 1999 seine Wirkung verliert).

Es ist außerdem in Betracht zu nehmen, dass die Antragsteller infolge des Urteils vom 1. Juli den Vorteil einer gesetzlichen Lücke, die sich aus dem Urteil des Staatsrats ergäbe, nicht geltend werden machen können, wie aus dem Urteil Nr. 31/96 des Schiedshofs vom 15. Mai 1996 hervorgeht. Der Hof musste in dieser Angelegenheit die Frage beantworten, ob Artikel 14, Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat die Artikel 10 und 11 der Verfassung verletzt, und zwar weil keine Nichtigkeitsklage gegen die Verfügungen einer gesetzgebenden Versammlung oder deren Organe möglich war, während eine solche Klage gegen eine Verwaltungsverfügung einer Verwaltungsbehörde wohl erhoben werden konnte. Der Schiedshof war der Ansicht, dass diese Diskriminierung 'nicht auf Artikel 14 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über die Staatsrat zurückzuführen ist'. Der Hof hat noch das Folgende hinzugefügt: 'Dieser Sachlage kann nur durch ein Eingreifen des Gesetzgebers abgeholfen werden, wobei er unter Berücksichtigung der Unabhängigkeit, die den gesetzgebenden Versammlungen zu gewährleisten ist, erwägen könnte, spezifische Garantien vorzusehen, für die er bei der Entstehung der koordinierten Gesetze über den Staatsrat nicht hat sorgen müssen.' Diesbezüglich könnte nur eine vorschriftsmäßige Bestimmung den Antragstellern die Möglichkeit geben, Anspruch auf die Zahlung einer wie in Artikeln 26 bis 29 des Erlasses vom 17. November 1994 erwähnten Gehaltstabelle zu haben.

Infolgedessen kann die Schlussfolgerung gezogen werden, dass die Rechtslage der Antragsteller nicht beeinträchtigt wird, auch was die Zukunft betrifft.

b) Erhaltung der reibungslosen Arbeitsweise des öffentlichen Dienstes

Das Urteil des Staatsrats Nr. 81.583 vom 1. Juli 1999 hat dazu geführt, dass man davon ausgehen soll, dass die in Artikel 26 des Erlasses vom 17. November 1994 erwähnten Beamten nicht mehr Anspruch auf die in Artikeln 27 bis 29 dieses Erlasses angegebenen Sondergehaltstabellen haben und dies ohne dass die vor der Verabschiedung dieser Bestimmungen geltenden Bestimmungen wieder gültig werden können, da der Artikel 31 des besagten Erlasses (der die vorher anwendbaren Bestimmungen in Sachen Besoldungsstatut der Beamten der Region für nichtig erklärt) der Zensur des Staatsrats nicht unterworfen worden ist.

In Anbetracht der Tatsache, dass die Artikel 27 bis 29 den in Artikel 26 erwähnten Bediensteten eine Sondergehaltstabelle gewährten, muss davon ausgegangen werden, dass die Nichtigkeitsklärung dieser vom allgemeinen Recht abweichenden Bestimmungen dazu führt, dass die Bediensteten jetzt Anspruch auf die Gehaltstabelle allgemeinen Rechts haben, die sich auf die Dienstgrade, die sie innehaben, bezieht (mit Ausnahme der Personalmitglieder, die vom föderalen Staat übertragen worden sind und die aufgrund Artikel 88 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 ' mindestens die Besoldung und das Dienstalter behalten, über die sie verfügten oder die sie erhalten hätten, wenn sie in ihrer ursprünglichen Dienststelle weiterhin das Amt bekleidet hätten, das sie im Augenblick ihrer Versetzung innehaben»).

Infolgedessen wäre die Verwaltungsbehörde berechtigt gewesen, mit dem Einverständnis der betroffenen Bediensteten oder auf dem Gerichtsweg die seit dem 1. Juli 1999 irrigerweise bezogenen Beträge zurückzufordern.

Die Regierung beabsichtigt jedoch, darauf zu verzichten, einerseits weil dieses Nicht-Eingreifen die Rechte der Antragsteller gar nicht beeinträchtigt und andererseits weil dieser Eingriff eine Revidierung der Besoldungslage zahlreicher dem Statut unterliegender Bediensteten der Wallonischen Regierung (529 statutarische und vertraglich angestellte Bediensteten) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses (z.B. die beiden Krankenhäuser und das 'Institut scientifique de service public«(wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)) voraussetzte, was sicher dazu geführt hätte, dass zahlreiche Dienststellen desorganisiert würden und somit der reibungslosen Arbeitsweise und der Kontinuität des öffentlichen Dienstes geschadet würde.

Wie es oben in diesem Bericht deutlich gemacht worden ist, können zahlreiche wissenschaftliche und technische Ämter innerhalb der wallonischen öffentlichen Dienststellen nur durch Bedienstete, die Sonderdiplome innehaben, ausgeübt werden.

In gewissen Bereichen des Beschäftigungsmarktes sehen sich die öffentlichen Dienste aufgrund des Angebots und der Nachfrage verpflichtet, Sondergehaltsstufen anzubieten, um die benötigten Arbeitskräfte anzuziehen.

Eine bedeutsame Reduzierung der Entlohnung dieser Bediensteten könnte zu ihrer Entmutigung führen, mit allen sich daraus ergebenden Folgen für das betroffene Personal (unentschuldigtes Fernbleiben, Missionsurlaub, Rücktritt, usw.) und infolgedessen innerhalb zahlreicher Dienststellen, in denen ein solches Personal beschäftigt wird (Unmöglichkeit, die ihnen anvertrauten Aufgaben wahrzunehmen, Funktionsstörungen, usw.).

Die Regierung hat sich verpflichtet, anspruchsvolle Ziele zu erreichen, wie die Erhöhung des Bruttoinlandsprodukts und der Beschäftigungsquote, die Verstärkung des Exports, die Verbesserung des Lebensumfeldes und die Erhöhung des Bildungsstandards. Ohne die Mobilisierung aller Kräfte, einschließlich ihrer eigenen Dienststellen und der von ihr abhängenden Einrichtungen kann sie nicht erfolgreich sein. Die Regierung kann sich deshalb nicht erlauben, das Risiko einzugehen, eine Desorganisation dieser Dienste zu verursachen, ohne schon jetzt die Verwirklichung der vorerwähnten Ziele in Gefahr zu bringen.

Die Überprüfung der objektiven Verdienste, von denen die von den Beamten verlangten Diplome zeugen und die Einbeziehung der Vorschläge, die sich aus dieser Überprüfung ergeben, werden in den Entwurf der Gesamtreform des Statuts weitergeführt.

II. KOMMENTAR ZU DEN EINZEHLNEN ARTIKELN

Artikel 1 - Dieser Artikel gibt gleichlautend die Bestimmungen an, die in den Artikeln 26 bis 29 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region standen.

Art. 2 - Aus den vorher im Bericht aufgeführten Gründen legt dieser Artikel die Rückwirkung der in Artikel 1 angegebenen Bestimmungen am 1. Juli 1999 fest.

GUTACHTEN DES STAATSRATES

Der STAATSRAT, Abteilung Gesetzgebung, zweite Kammer, am 8. Juni 2000 durch den Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes der Wallonischen Region mit einem Antrag auf ein Gutachten befasst, das innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat über einen Erlassentwurf der Wallonischen Regierung ' zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region»abzugeben ist, hat am 5. Juli 2000 das folgende Gutachten abgegeben.

Allgemeine Bemerkung

Durch den im Entwurf befindlichen Erlass wird eine Erneuerung der Artikel 26 bis 29 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region vorgenommen. Diese Artikel sind am 1. Juli 1999 durch ein Urteil der Verwaltungsabteilung des Staatsrates wegen Verletzung des Gleichheitsgrundsatzes für nichtig erklärt worden (1).

Durch diese Bestimmungen wurden den Bediensteten der Wallonischen Region, die Inhaber bestimmter Diplome sind, bevorzugte Gehaltstabellen gewährt, wobei u.a. die Inhaber eines Diploms des Lizentiats oder Doktors der Rechte davon ausgeschlossen waren.

Was diese Angelegenheit angeht, hat die Verwaltungsabteilung des Staatsrats geurteilt, dass die Wallonische Region "nicht den geringsten erkennbaren Beweis erbracht hat, dass die aktuelle Lage des Beschäftigungsmarktes es noch immer nicht ermöglichen würde, Inhaber bestimmter Diplome für öffentliche Dienststellen anzuwerben ohne ihnen eine bevorzugte Entlohnung zu gewähren; dass, auch wenn dies vielleicht der Fall ist, schlichte Behauptungen, die nicht auf konkreten Gegebenheiten beruhen, nicht zureichend sein können, um das Fehlen jeglicher Diskriminierung auf überzeugende Weise nachzuweisen;".

In dem im Entwurf befindlichen Erlass werden die für nichtig erklärten Bestimmungen vollständig wiedergegeben; dem Erlass wird diesmal ein Bericht an die Regierung beigefügt, in welchem die Gründe dieser Erneuerung erläutert werden.

In dem Bericht an die Regierung werden die objektiven Gründe hervorgehoben, die nach der Ansicht der Wallonischen Regierung die Gewährung bevorzugter Gehaltstabellen an die Inhaber bestimmter Diplome rechtfertigen könnten.

Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats stellt jedoch fest, dass gegen das Urteil Nr. 81.583, das die Artikel 26 bis 29 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 für nichtig erklärt hat, ein Dritteinspruch bei der Verwaltungsabteilung des Staatsrates noch rechtshängig ist.

Dieser Einspruch ist von der königlichen Föderation der belgischen Vereinigungen von Zivil- und Agraringenieuren, dem Verband der Ingenieure des Ministeriums der Wallonischen Region und einigen einzelnen Klage führenden Ingenieuren eingereicht worden.

Zweck dieses Dritteinspruchs ist es zu beweisen, dass die Artikel 26 bis 29 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 den Gleichheitsgrundsatz nicht verletzen.

Da der Dritteinspruch zur Nichtigerklärung (2) des vorgenannten Urteils Nr. 81.583 führen kann, was folgerichtig die Nichtigerklärung der Artikel 26 bis 29 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 annullieren würde, kann die Gesetzgebungsabteilung über die im Entwurf befindlichen Bestimmungen nicht befinden.

Es ist üblich, dass die Gesetzgebungsabteilung darauf verzichtet, über einen im Entwurf befindlichen Text inhaltliche Bemerkungen abzufassen, die den Ausgang eines rechtshängigen Streitverfahrens beeinflussen können, was hier wohl der Fall sein könnte.

Es ist eben so, dass die Angelegenheit, über die die Verwaltungsabteilung des Staatsrates befinden werden muss, wenn der Dritteinspruch für zulässig erklärt wird, dieselbe ist als diejenige, die die Gesetzgebungsabteilung im Rahmen ihrer Aufgabe der präventiven Kontrolle aufgreifen muss, nämlich die Vereinbarkeit der bevorzugten Gehaltstabellen mit den verfassungsrechtlichen Grundsätzen der Gleichheit und Nichtdiskriminierung.

Hieraus ergibt sich, dass die Gesetzgebungsabteilung darauf verzichtet, ihr Gutachten über die im Entwurf befindlichen Bestimmungen abzugeben.

Die Zusammensetzung der Kammer war Folgende:

Die Herren:

J.-J. Stryckmans, erster Vorsitzender

Y. Kreins, P. Quertainmont, Staatsräte;

F. Delperee, J. Kirkpatrick, Beisitzer bei der Gesetzgebungsabteilung;

Frau B. Gielissen stellvertretender Kanzler

Der Bericht wurde von Frau P. Vandernacht, Auditor, vorgelegt. Die Notiz des Koordinierungsbüros wurde von Herrn B. Rongvaux, beigeordneter Referendar, verfasst und vorgetragen.

Der Kanzler

J. Gielissen

Der Erste Vorsitzende

J.-J. Stryckmans

Notes

(1) Urteil Nr. 81.583, abgeändert durch das Urteil Nr. 82.185 vom 3. September 1999

(2) Leroy, "Contentieux administratif", Bruxelles, Bruylant, 1996, S. 766-768.

**18. JULI 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994
zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 83, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Urteils Nr. 81583 des Staatsrats vom 1. Juli 1999;

Aufgrund des Urteils Nr. 82185 des Staatsrats vom 3. September 1999;

Aufgrund des Berichts an die Regierung, der vom Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes vorgestellt wurde;

Aufgrund des am 7. April 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. April 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 312 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 2. Juni 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 13. April 2000 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 5. Juli 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region wird ein Kapitel III eingefügt, das die Artikel 26 bis 29 enthält und wie folgt abgefasst ist:

«KAPITEL III — Sonderbestimmungen für Beamte der Region, die Dienstgrade innehaben, die bestimmten Qualifikationen entsprechen.

Art. 26 — Vorliegendes Kapitel findet Anwendung auf Beamte der Region und auf angehende Beamte der Region während ihrer Probezeit, bei deren Anwerbung das Diplom des Zivilingenieurs, des Agraringenieurs, des Chemieingenieurs für industrielle Landwirtschaft, des Ingenieurs-Geologen, des Lizienten der Informatik, des Lizienten der Pharmazie, des Doktors der Wissenschaften, des Doktors der Chemie, des Doktors der Veterinärmedizin oder des Doktors der Medizin, Chirurgie oder Geburtshilfe verlangt worden ist.

Art. 27 — Beamte, die durch Umwandlung des Dienstgrades zum Dienstgrad eines Attachés ernannt werden, sowie Beamte auf Probe, die im Dienstgrad eines Attachés angeworben werden, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad des Rangs A6.

Art. 28 — Beamte, die durch Umwandlung des Dienstgrades zum Dienstgrad eines ersten Attachés ernannt werden, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad des Rangs A5.

Beamte, die den Dienstgrad eines Attachés innehaben, der einer in Artikel 26 erwähnten Qualifikation entspricht, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad des Rangs A5, sobald sie mittels Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad eines ersten Attachés befördert werden.

Art. 29 - Beamte, die durch Umwandlung des Dienstgrades zum Dienstgrad eines Direktors ernannt werden, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad des Rangs A4.

Beamte, die den Dienstgrad eines ersten Attachés innehaben, der einer in Artikel 26 erwähnten Qualifikation entspricht, haben Anspruch auf die besondere Gehaltstabelle für den Dienstgrad des Rangs A4, sobald sie mittels Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad eines Direktors befördert werden.»

Art. 2 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 1999 wirksam.

Art. 3 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 18. Juli 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
J.-M. SEVERIN

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 2026

[C - 2000/27357]

**18 JULI 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994
houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest**

VERSLAG AAN DE REGERING VAN HET WAALSE GEWEST
I. ALGEMENE INLEIDING

Met het voorontwerp van besluit dat ik de eer heb aan de Regering te mogen voorleggen worden artikelen 26 tot 29 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest dat door de Raad van State in zijn arrest nr. 83.583 van 1 juli 1999 nietig werd verklaard, herwerkt.

Die nietigverklaring kwam tot stand om de redenen « dat een goed beheer van de openbare diensten vereist dat sommige vakfuncties voorbehouden moeten worden aan personeelsleden met een diploma waaruit blijkt dat ze over welbepaalde kennis en bekwaamheden beschikken; dat, wat dit punt betreft, de bewijsvoering van de tegenpartij niet mag worden betwist; dat ze echter toegeeft dat personeelsleden die houder zijn van één van de in artikel 26 van het bestreden besluit bedoelde diploma's, zelfs bij wijze van uitzondering, ambten uitoefenen die toegankelijk zijn voor alle personeelsleden van niveau 1 en niettemin verbonden zijn aan een voorkeursweddeschaal om de enige reden dat ze houder zijn van een bepaald diploma; dat de verzoekers beweren, zonder tegengesproken te worden, dat vakfuncties voorbehouden worden aan doctoren en licentiaten in de rechten zonder dat ze een geldelijke validering genieten voor de uitoefening van die functies, dat de tegenpartij verzuimt dit weddenverschil te verklaren en te rechtvaardigen tegenover artikel 10 van de Grondwet en de Raad van State geen objectieve reden ontdekt om het aanvaardbaar te maken; dat moeilijkheden m.b.t. de aanwerving voor sommige vakfuncties echter genoegzaam motiveren dat aantrekkelijke en dus van het gemeenschappelijke stelsel afwijkende bezoldigingen daarmee verbonden zijn; dat het algemeen bekend is dat, tevoren, de moeilijkheid om ingenieurs aan te werven binnen de openbare diensten ertoe heeft geleid om hen voorkeursbezoldigingen toe te kennen in vergelijking met de houders van andere universitaire diploma's zonder het gelijkheidsbeginsel niet in acht te nemen; dat de tegenpartij niet bewijst dat die mogelijkheid zal voortduren; dat een weddenverschil, dat tevoren verantwoord werd door de omstandigheden, alleen in dezelfde omstandigheden aanvaardbaar blijft (zie Arbitragehof, arresten nrs. 5/98 van 21 januari 1998 en 53/98 van 20 mei 1998); dat, in casu, de tegenpartij niet het minste bewijs heeft geleverd dat de huidige toestand van de arbeidsmarkt nog niet zou toestaan houders van bepaalde diploma's aan te werven binnen de openbare diensten zonder hen voorkeursbezoldigingen toe te kennen, dat, al ware het zo, beweringen niet gebaseerd op concrete elementen niet voldoende zijn om het gebrek aan discriminatie op overtuigende wijze aan te tonen ».

1. Grond voor de vernieuwing van artikelen 26 tot 29 van het besluit van 17 november 1994.

De lijst van de voor de toekenning van bijzondere schalen in aanneming genomen vakdiploma's moet gegronnd zijn op objectieve redenen zodat de aldus geschapen weddenverschillen geen schending van artikel 10 van de Grondwet vormen.

Het feit dat de redenen die het bestaan motiveren van bijzondere schalen verbonden met het bezit van de in het vernietigde artikel 26 vermelde tien diploma's inderdaad nooit zijn verklaard, betekent niet dat ze niet bestonden. Ik heb dus informatie verzameld over de verschillende diploma's die vereist zijn van de personen die voor de eerste keer een gewestelijk openbaar ambt bekleeden, over de objectieve troeven verbonden met het bezit van de diploma's en over de eventuele moeilijkheden veroorzaakt — wegens het gebrek aan attractiviteit — door de toekenning van normale schalen in het kader van de aanwerving van houders van bepaalde diploma's.

Die informatieverzameling is bijzonder moeilijk wegens het gebrek, op welke bestuurslage ook, aan nauwkeurige en significante statistieken waardoor elke sub-arbeidsmarkt verbonden met elke diploma apart kan worden beschouwd.

De laatste statistieken van de « FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) toonden tussen 1997 en 1998 een gevoelige vermindering van het aantal niet werkende werkzoekenden voor de categorieën burgerlijk ingenieur (- 22 %), deskundige in de natuur- en scheikundige wetenschappen (- 7,5 %) en informaticus (- 7 %).

Bovendien vestigde een in augustus 1998 uitgegeven studie van FABRIMETAL al de aandacht van de overheid op het feit dat niet voldaan werd aan één derde van de werkaanbiedingen voor ingenieurs, namelijk 1290 eenheden voor Wallonië in juni 1998. Dit tekort moet ook verbonden zijn met het dalende aantal gediplomeerde burgerlijke ingenieurs (1991-92 : 1423 ingeschreven studenten; 1997-98 : 982 ingeschreven studenten).

De toestand is niet beter wat betreft de wetenschappelijke studies in het algemeen. Een constante daling van het aantal inschrijvingen sinds het begin van de jaren 90, in tegenstelling tot de studies in de mens- en sociale wetenschappen, blijkt uit de door de Raad der Rectoren (C.R.E.F.) verstrekte statistieken over het aantal inschrijvingen en het aantal diploma's toegekend door de Belgische universiteiten. In tegenstelling tot, bijvoorbeeld, het aantal gediplomeerden in de rechten dat constant is gebleven met ongeveer 11 % van het totaal van universitaire diploma's, is het aantal gediplomeerden zodoende gedaald van 11 % (academisch jaar 1989-1990) tot 9,5 % (academisch jaar 1996-1997) voor de wetenschappen, van 13,5 % tot 11,5 % voor de geneeskunde en de tandheelkunde, van 3,5 % tot iets minder dan 3 % voor de farmaceutische studies en van 2 % tot minder dan 1,5 % voor de diergeneeskunde.

Daaruit kan dus worden afgeleid dat « de tewerkstellingskracht in 1997, 1998 en 1999 een knelpunt en toenemende spanningen heeft veroorzaakt in sommige sectoren van de arbeidsmarkt, ondanks het nog hoog aantal werklozen en werkende werkzoekenden », zoals werd vastgesteld door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven in zijn verslag van september 1999 over de beschikbare maximummarges voor de ontwikkeling van de loonkosten.

De laatste macro-economische gegevens voor het jaar 2000 stellen een krachtige economische groei in het licht, voornamelijk in de sectoren die deel uitmaken van de zogenaamde « nieuwe economie » die o.a. worden gekenmerkt door de tewerkstelling van een erg gespecialiseerde arbeidskracht van hoog niveau. Bijgevolg zullen de knelpunten waarschijnlijk verslechteren in de arbeidsmarktsectoren van ingenieurs, informatici en wetenschappers in het algemeen.

Hoewel het moeilijk is, zoals eerder vermeld, nauwkeurige cijfergegevens te verstrekken voor elke diploma bedoeld in artikel 26 van het geldelijk statuut, valt niet te betwisten dat de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die daaraan ondergeschikt zijn, hun opdrachten niet volledig kunnen uitvoeren zonder een beroep te doen op vakpersoneel. Aangezien dit personeel zeer gezocht is op de arbeidsmarkt, neemt zijn waarde toe door het spel van vraag en aanbod. Bijzondere schalen moeten dus noodzakelijk toegekend worden.

2. Terugwerkende kracht van de vernieuwing van artikelen 26 tot 29 van het besluit van 17 november 1994.

Het besluitontwerp van de Waalse Regering voorziet in een terugwerkende kracht op 1 juli 1999. Die terugwerkende kracht wordt enerzijds verantwoord door het feit dat de rechten van de verzoekers geenszins worden geschonden en anderzijds om de goede werking van de openbare diensten te handhaven. Die datum wordt vastgesteld in het arrest nr. 82.185 van 3 september 1999.

a) Het gebrek aan schending van de rechten van de verzoekers

De verzoekers mogen inderdaad geen weddeschaal vereisen die overeenstemt met die toegekend aan de in artikel 26 van het besluit van 17 november 1994 bedoelde personeelsleden, aangezien de gelijkheid niet illegaal kan zijn (Raad van State, arrest SCHOUTEET nr. 29.514 van 8 maart 1988). Dit verzoek geldt voor de periode verstreken sinds 1 juli 1999 maar ook voor die tussen 1 december 1994 (datum van inwerkingtreding van het besluit van 17 november 1994) en 30 juni 1999 (datum waarop het ophoudt te bestaan na de arresten van de Raad van State nr. 81.583 van 1 juli 1999 en nr. 82.185 van 3 september 1999).

Rekening moet bovendien worden gehouden met het feit dat de verzoekers het voordeel niet zullen mogen vereisen van een wettelijke leemte die voortvloeit uit een arrest van de Raad van State, zoals blijkt uit het arrest nr. 31/96 van het Arbitragehof van 15 mei 1996. In casu moest het Hof een antwoord geven op de vraag of artikelen 10 en 11 van de Grondwet werden geschonden door artikel 14, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wegens het gebrek aan beroep tot nietigverklaring tegen de administratieve beslissingen van een wetgevende vergadering of van haar organen terwijl een dergelijk beroep kon worden ingediend tegen een administratieve beslissing van een administratieve overheid. Het Arbitragehof heeft geacht dat die « discriminatie haar oorsprong niet [vindt] in artikel 14, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State » en dat « die situatie slechts kan worden verholpen door een tussenkomst van de wetgever, waarbij hij, gelet op de onafhankelijkheid die aan de wetgevende vergaderingen moet worden gewaarborgd, zou kunnen overwegen te voorzien in specifieke waarborgen waarvoor hij niet moest zorgen bij de totstandkoming van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. » Alleen een als regel geldende bepaling zou inderdaad de gelegenheid bieden om, wat de verzoekers betreft, een recht te scheppen op de betaling van een weddeschaal zoals bedoeld in artikelen 26 tot 29 van het besluit van 17 november 1994.

Bijgevolg kan daarvan worden afgeleid dat de rechtstoestand van de verzoekers niet wordt geschonden, zelfs wat de toekomst betreft.

b) Handhaving van de goede werking van de openbare dienst.

Het arrest nr. 81.583 van de Raad van State van 1 juli 1999 heeft als gevolg gehad dat de in artikel 26 van het besluit van 17 november 1999 bedoelde ambtenaren worden geacht niet meer in aanmerking te komen voor de in artikelen 27 tot 29 van dit besluit vermelde bijzondere weddeschalen, zonder dat de bepalingen die vóór de aanneming van die bepalingen geldig waren, kunnen herleven, aangezien artikel 31 van voornoemd besluit (waarbij de bepalingen die vroeger van toepassing waren inzake het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest worden opgeheven) niet werd verwezen naar de censuur van de Raad van State.

Aangezien een bijzondere weddeschaal toegekend werd door artikelen 27 tot 29 aan de in artikel 26 bedoelde personeelsleden, wordt de nietigverklaring van die bepalingen, die van het gemene recht afwijken, geacht tot gevolg te hebben dat die personeelsleden tegenwoordig in aanmerking komen voor de weddeschaal van gemeen recht verbonden met de graden waarvan ze houder zijn (behalve de van de federale Staat overgedragen personeelsleden die, overeenkomstig artikel 88 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, « tenminste de bezoldiging en de anciënniteit (behouden) die zij hadden of zouden verkregen hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overplaatsing bekleedden. »).

Bijgevolg had de administratieve overheid, met de overeenstemming van de betrokken personeelsleden of bij rechtswege, de sinds 1 juli 1999 ten onrechte geïnde bedragen kunnen terugkrijgen.

De Regering wenst echter afstand daarvan te doen, enerzijds omdat dit gebrek aan vordering de rechten van de verzoekers niet schond en anderzijds omdat die vordering van dien aard was dat de geldelijke toestand van talrijke personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering (529 statutaire en contractuele personeelsleden) en van de instellingen van openbaar nut onderworpen aan het statuut (bv. de twee psychiatrische ziekenhuizen en het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar wetenschappelijk Instituut)) zou herzien zijn. Dit zou waarschijnlijk talrijke diensten hebben verstoord, wat de goede werking en de continuïteit van de openbare dienst zou hebben benadeeld.

Zoals eerder vastgesteld mogen talrijke wetenschappelijke en technische ambten binnen de Waalse openbare diensten alleen bekleed worden door personeelsleden die beschikken over bepaalde diploma's.

In sommige sectoren van de arbeidsmarkt verplicht het spel van vraag en aanbod de openbare diensten ertoe bijzondere weddeschalen aan te bieden om de vereiste arbeidskracht aan te trekken.

Een belangrijke salarisvermindering zou die personeelsleden kunnen demotiveren met al de vermoedelijke gevolgen voor het betrokken personeel (absenteïsme, verlof wegens opdracht, ontslag, enz.) en dientengevolge binnen de talrijke diensten waar dit soort personeel tewerkgesteld is (onmogelijkheid om de toegewezen opdrachten te vervullen, gebrekkige werking, enz.).

De Regering heeft zich ertoe verbonden ambitieuze doelstellingen te bereiken, namelijk de verhoging van het bruto binnenlands product, de versterking van de werkgelegenheidsgraad, de intensivering van de uitvoer, de verbetering van het leefklimaat en de verhoging van de vormingsniveaus. Zij kan daar niet in slagen zonder de medewerking van iedereen, dus met inbegrip van haar Diensten en van de instellingen die daaraan ondergeschikt zijn. De Regering kan dus het risico niet nemen die te desorganiseren en de verwezenlijking van voornoemde doelstellingen bijgevolg te schaden.

De analyse van de objectieve voordelen van de diploma's waarover de ambtenaren moeten beschikken en de integratie van de uit de conclusies van die analyse voortvloeiende voorstellen in het project van globale hervorming van het statuut zullen voortgezet worden.

II. ARTIKELGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1. De bepalingen van artikelen 26 tot 29 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest worden op identieke wijze opgenomen in dit artikel.

Art. 2. Om voornoemde redenen wordt de terugwerkende aard van de in artikel 1 vermelde bepalingen door dit artikel bevestigd op 1 juli 1999.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, waarbij met ingang van 8 juni 2000 een aanvraag om advies binnen een maximumtermijn van één maand betreffende een besluitontwerp van de Waalse Regering « tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest » aanhangig is gemaakt door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken, heeft op 5 juli 2000 het volgende advies gegeven.

Algemene opmerkingen

Het voorwerp van het besluitontwerp is de vernieuwing van artikelen 26 tot 29 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest die op 1 juli 1999 (1) vernietigd zijn door een arrest van de afdeling administratie van de Raad van State wegens schending van het gelijkheidsbeginsel.

Door die bepalingen werden voorkeursweddeschalen toegekend aan de personeelsleden van het Waalse Gewest, die houder zijn van bepaalde diploma's, met uitzondering van licentiaten of doctoren in de rechten.

De afdeling administratie van de Raad van State heeft geacht dat, in casu, het Waalse Gewest « niet het minste bewijs heeft geleverd dat de huidige toestand van de arbeidsmarkt nog niet zou toestaan houders van bepaalde diploma's aan te werven binnen de openbare diensten zonder hen voorkeursbezoldigingen toe te kennen; dat, al ware het zo, beweringen niet gebaseerd op concrete elementen niet voldoende zijn om het gebrek aan discriminatie op overtuigende wijze aan te tonen; ».

De vernietigde bepalingen worden in hun geheel opgenomen in het besluitontwerp, waarbij het verslag aan de Regering dat de redenen van die vernieuwing verklaart, wordt gevoegd.

Het verslag aan de Regering legt dus de nadruk op de objectieve redenen die, volgens de Waalse Regering, het toekennen van voorkeursweddeschalen aan houders van bepaalde diploma's kunnen verantwoorden.

De afdeling wetgeving van de Raad van State stelt echter vast dat een beroep in derden-verzet tegen het arrest nr. 81.583, dat de artikelen 26 tot 29 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 heeft vernietigd, steeds voor de afdeling administratie van de Raad van State aanhangig is.

Dit beroep werd ingediend door de « Fédération royale d'associations belges d'ingénieurs civils et d'ingénieurs agronomes » (Koninklijke federatie van Belgische burgerlijk ingenieurs en landbouwkundig ingenieurs), de « Association des ingénieurs de la Région Wallonne » (Vereniging van de ingenieurs van het Waalse Gewest) en door sommige ingenieurs onder individuele titel.

De bedoeling van het derden-verzet is te bewijzen dat artikelen 26 tot 29 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 het gelijkheidsbeginsel niet schenden.

Aangezien het derden-verzet de tenietdoening van voornoemd arrest nr. 81.583 tot gevolg kan hebben en, als gevolg daarvan, de tenietdoening (2) van de nietigverklaring van artikelen 26 tot 29 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994, mag de afdeling wetgeving zich niet uitspreken over de ontworpen bepalingen.

Het is gebruikelijk dat de afdeling wetgeving zich onthoudt opmerkingen te maken over de inhoud van een ontworpen tekst, die de afloop van een hangende geschilprocedure kunnen beïnvloeden, wat, in casu, zou kunnen voorkomen.

De vraag die beslecht zal moeten worden door de afdeling administratie van de Raad van State als het beroep in derden-verzet ontvankelijk verklaard wordt, is inderdaad dezelfde als degene die de afdeling wetgeving moet behandelen in het kader van haar preventieve toezicht, namelijk de verenigbaarheid van voorkeursweddeschalen met de grondwettelijke gelijkheids- en niet-discriminatiebeginselen.

Bijgevolg onthoudt de afdeling wetgeving zich een advies te geven over de ontworpen bepalingen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J.-J. Stryckmans, eerste voorzitter;

Y. Kreins, P. Quertainmont, Staatsraden;

F. Delperee, J. Kirkpatrick, assessoren van de, afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, toegevoegd griffier.

Het verslag werd voorgelegd door Mevr. P. Vandernacht, auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgemaakt en meegedeeld door de heer B. Rongvaux, adjunct-referendaris.

De griffier,
J. Gielissen

De eerste voorzitter,
J.-J. Stryckmans

—
Nota's

(1) Arrest nr.81.583, gewijzigd bij het arrest nr. 82.185 van 3 september 1999.

(2) M. Leroy, « Contentieux administratif », Brussel, Bruylant, 1996, blz. 766-768.

—
**18 JULI 2000. — Besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994
houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het arrest nr. 81583 van de Raad van State van 1 juli 1999;

Gelet op het arrest nr. 82185 van de Raad van State van 3 september 1999;

Gelet op het verslag aan de Regering voorgelegd door de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 april 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 april 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 24 maart 2000;

Gelet op het protocol nr. 312 van 2 juni 2000 van het Sectorcomité nr. XVI;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 april 2000 betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximum termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest wordt een hoofdstuk III ingevoegd met artikelen 26 tot 29 en luidend als volgt :

« Hoofdstuk III B Bijzondere bepalingen betreffende ambtenaren van het Gewest die houder zijn van graden verbonden aan bepaalde kwalificaties.

Art. 26. Dit hoofdstuk is van toepassing op de ambtenaren van het Gewest en op de stagiairs, kandidaat-ambtenaren van het Gewest, die bij hun aanwerving over één van de volgende diploma's moesten beschikken : burgerlijk ingenieur, landbouwkundig ingenieur, ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën, ingenieur-geoloog, licentiaat in de informatica, licentiaat in de farmacie, doctor in de wetenschappen, doctor in de scheikundige wetenschappen, dierenarts of doctor in de geneeskunde, heelkunde of verloskunde.

Art. 27. De ambtenaren die bij omzetting van graad tot de graad van attaché worden benoemd en de stagiairs die in de graad van attaché worden aangeworven, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A6.

Art. 28. De ambtenaren die bij omzetting van graad tot de graad van eerste attaché worden benoemd, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A5.

De ambtenaren die houder zijn van de graad van attaché die overeenstemt met een in artikel 26 bedoelde kwalificatie, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A5 zodra ze door verhoging in graad tot de graad van eerste attaché worden bevorderd.

Art. 29. De ambtenaren die bij omzetting van graad tot de graad van directeur worden benoemd, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A4.

De ambtenaren die houder zijn van de graad van eerste attaché die overeenstemt met een in artikel 26 bedoelde kwalificatie, genieten de bijzondere schaal verbonden aan de graad van rang A4 zodra ze door verhoging in graad tot de graad van directeur worden bevorderd. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1999.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN